

1866.

représentants du gouvernement français ; dans certaines heures d'irritation, ses relations avec l'empereur Maximilien avaient été difficiles ; d'autres fois, il ne pouvait se défendre d'un certain intérêt pour le souverain dont il avait apprécié la bonté de cœur, et dont il recevait les confidences au moment de cette crise suprême.

L'Empereur sentait son avenir compromis, son honneur engagé ; il souffrait cruellement de ses espérances ruinées, de ses affections brisées. On avait pu lui reprocher de manquer de volonté et d'énergie dans le commandement, mais l'élévation de ses sentiments et la générosité de son caractère le portaient à se dévouer, jusqu'à la fin, à l'œuvre qu'il avait entreprise. Ayant conscience de ses devoirs à l'égard des Mexicains, il était prêt à se sacrifier ; cependant, quel que fût son désir de mettre un terme à la guerre civile, il lui répugnait de désertir une cause que ses partisans prétendaient encore défendre. La convocation d'un congrès général lui paraissait être le seul moyen de concilier les esprits ; alors disait-il : « S'il faut descendre du trône, j'en descendrai la tête haute. »

Tandis que le général Castelnau s'efforçait d'obtenir l'abdication immédiate de l'empereur Maximilien, le gouvernement français décidait le rappel de toutes les troupes françaises, sans exception, et déliait de leurs engagements les Français incorporés dans les cazadores ou les autres corps mexicains ; il continuait néanmoins à réclamer l'exécution de la convention du 30 juillet.

méfier de son voisin ; quand on est trois, il faut un chef ; ici nous sommes quatre : le commandant de l'armée, l'aide de camp de Sa Majesté, le ministre de France, le chef de la mission financière ; chacun a ses instructions et sa manière d'apprécier les choses !!! •

1866.

Difficultés  
au sujet de la  
convention  
du 30 juillet.

Cette convention devait être exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> novembre ; mais, contrairement aux clauses mêmes du traité, les ministres mexicains élevaient des difficultés et voulaient réserver à l'empereur Maximilien le droit de déterminer l'époque de sa mise en vigueur. M. Dano s'opposait à cette prétention qui lésait les intérêts de la France. Il donna l'ordre à l'un des fonctionnaires des finances de prendre possession de la douane de Vera-Cruz. Un conflit s'engagea, et tous les employés mexicains se retirèrent en protestant. On passa outre. L'empereur Maximilien écrivit au maréchal pour se plaindre de ces procédés<sup>(1)</sup> ; mais celui-ci répondit que son action dans « les questions qui concernent la mission financière était très-bornée ; les instructions qui la dirigent émanant directement du ministre des finances de France<sup>(2)</sup>. »

Le gouvernement mexicain mit alors l'embargo sur les marchandises qui arrivaient à Mexico après avoir acquitté les droits de douane à Vera-Cruz, entre les mains des agents français. Les négociants ayant réclaté près des autorités françaises, M. Dano fit connaître, le 27 décembre, au ministre des finances mexicaines, qu'à la suite d'une conférence tenue avec le maréchal, le général Castelnau, et M. de Maintenant, il avait été décidé que le lendemain, de gré ou de force, les marchandises seraient délivrées aux intéressés. Un avis publié dans les journaux français, sous la signature de M. de Maintenant, informa le commerce que les marchandises étaient à sa disposition et que, pour se les faire remettre, il pouvait au besoin « demander le concours de l'autorité française. » De son côté, le minis-

(1) L'empereur Maximilien au maréchal Bazaine, 21 novembre.

(2) Le maréchal à l'empereur Maximilien, 29 novembre.

1867.

tère mexicain prévint les négociants que s'ils se mettaient en opposition avec les lois de l'Etat, ils s'exposaient aux rigueurs de la justice.

Le maréchal n'approuvait pas la manière dont cette affaire était menée, car, de toute façon, les mesures prises par le ministre de France devaient être préjudiciables aux intérêts des commerçants <sup>(1)</sup>.

L'empereur Maximilien revint à Mexico, le 5 janvier 1867; il traversa la ville sans s'arrêter et se rendit à l'hacienda de la Teja dans la banlieue. Il fit prier le maréchal de venir le voir le lendemain. L'Empereur se montra très-expansif dans cette entrevue dont le maréchal rendit compte au ministre de la guerre par la lettre suivante <sup>(2)</sup>:

.....« Depuis sa rentrée à Mexico, l'empereur Maximilien m'a reçu une fois et m'a dit qu'il était revenu dans la capitale parce qu'il avait donné sa parole d'y revenir; que son but était de s'assurer définitivement des ressources sur lesquelles ses partisans pouvaient compter et qu'il ne voulait pas les abandonner sans leur démontrer leur impuissance; enfin, qu'il ne voulait pas faire comme le soldat qui quitte son fusil sur le champ de bataille pour fuir plus vite; en ce moment, je crois que ce souverain cherche une combinaison nouvelle pour qu'il puisse se retirer sans honte pour son blason; c'est donc plutôt une question d'amour-propre qu'une question politique. J'ai exposé à l'Empereur que les instants étaient courts et précieux; que ses ressources étaient insuffisantes pour faire face à la situation périlleuse dans laquelle il allait se trouver après notre départ, et qu'à tous les points de vue, il valait mieux prendre un parti décisif avant. Il m'a promis de réunir très-prochainement un conseil intime auquel il me prierait d'assister, et qu'après l'exposé loyal de ce conseil, il se déciderait. Je l'attends, bien déterminé à dire que le gouvernement impérial ne peut

<sup>(1)</sup> Le maréchal au ministre, 10 janvier 1867.

<sup>(2)</sup> Le maréchal au ministre, 9 janvier 1867.

1867.

pas se maintenir sans descendre au rang de simple chef de parti et assumer la responsabilité de la continuation presque indéfinie de la guerre civile, ce que l'Empereur m'a déclaré, à plusieurs reprises, ne pas vouloir à aucun prix; comme par suite du retrait des troupes françaises, les Etats reconstituent le gouvernement fédéral constitutionnel, la fédération, moins le gouvernement central, est constituée de fait. La marche à suivre, pour arriver à un résultat assez satisfaisant, vu le peu de temps qui restera entre la résolution de l'Empereur et notre départ, serait de remettre le gouvernement du district de Mexico à l'ayuntamiento de 1863 qui remplira en même temps les fonctions de gouvernement provisoire et qui, après notre départ, s'entendrait avec les autres Etats pour élire un gouvernement définitif qui bien certainement sera celui de Juárez. Amen!

« Je ne vois pas moyen de faire autrement si l'Empereur abdique, car les fédéraux eux-mêmes sont fort divisés....»

Sans vouloir encourager formellement l'empereur Maximilien à conserver le pouvoir, le maréchal trouvait que, si l'Empire se soutenait quelque temps encore, la retraite de l'armée française serait plus facile, et que la politique française se dégagerait beaucoup mieux que par des négociations fort incertaines, avec les chefs libéraux. Cependant le départ de la légion étrangère, celui des Français incorporés dans les corps mexicains et de la majeure partie des Austro-Belges avaient, depuis un mois, notablement modifié la situation. Presque nulle part les troupes mexicaines impériales n'avaient conservé les positions abandonnées par l'armée française; les conditions devenaient donc chaque jour plus mauvaises.

Le 11 janvier, le maréchal reçut de M. Lares l'invitation de se rendre à la réunion dont lui avait parlé l'Empereur:

« Sa Majesté l'Empereur, désirant connaître d'une manière confidentielle et amicale l'avis de Votre Excellence et celui d'autres

1867.  
—  
Déclaration  
du maréchal  
à la conférence  
du 14 janv. 1867.

personnes sur une affaire de grave importance, m'ordonne de m'adresser à Votre Excellence, ainsi que j'ai l'honneur de le faire, en la priant de vouloir bien se rendre au palais du gouvernement lundi prochain, 14 du courant, à deux heures du soir.

Le maréchal s'y rendit et n'y trouva pas l'Empereur ; très-surpris de se voir en présence d'une nombreuse assistance composée des ministres, des archevêque et évêques, des conseillers d'Etat, et d'un certain nombre de généraux, il eut d'abord la pensée de se retirer ; mais, craignant de produire un éclat fâcheux, il lut la déclaration qu'il avait préparée :

« L'évacuation sans coup férir des principales places fortifiées, suffisamment armées, par les garnisons impériales, sur les démonstrations d'un ennemi plus faible que ces garnisons, a fait disparaître le peu de confiance qui restait dans la protection militaire que l'Empire pouvait accorder aux populations. Aujourd'hui, elles sont généralement prononcées contre l'Empire. Chaque Etat a pris son rang dans la fédération ; les élections faites, d'après les bases de la constitution de 1857, ont validé la plupart des autorités fédérales établies de fait après le départ des employés impériaux ; le régime fédéral est donc rétabli dans la plus grande partie du territoire.

« A quoi servirait de faire des efforts militaires et de grandes dépenses pour reconquérir le territoire perdu ? A rien ! Car les populations sont, après les expériences des deux dernières années, peu disposées aujourd'hui en faveur du maintien de l'Empire. Il arriverait donc que les colonnes dirigées dans l'intérieur, subissant peu à peu cette influence, se prononceraient, ou bien encore qu'affaiblies par les garnisons qu'elles seraient obligées de laisser dans les grands centres, l'ennemi, ainsi que nous le voyons déjà, les harcelerait, les tiendrait bloquées, empêcherait toute relation avec le gouvernement central. Comme conséquences immédiates, le commerce complètement arrêté, ainsi que les travaux agricoles et industriels, produirait un mécontentement profond dans les populations et un manque absolu de ressources pour maintenir les troupes dans le devoir.

« L'organisation fédérale paraît devoir mettre le pays à l'abri des tentatives hostiles des Etats-Unis, et cette considération semble exercer une grande influence sur l'esprit des populations qui, avec

raison, craignent que toute autre forme de gouvernement amène en conquérants leurs voisins du nord.

« 1<sup>o</sup> Au point de vue militaire, je ne crois pas que les forces impériales puissent maintenir le pays dans un état de pacification tel que le gouvernement de l'Empereur puisse s'exercer dans toute sa plénitude ; les opérations militaires ne sont que des combats partiels, sans résultats définitifs, qui entretiendront la guerre civile par les mesures arbitraires qu'elles entraîneront forcément avec elles, et, comme conséquence infaillible, la démoralisation et la ruine du pays ;

« 2<sup>o</sup> Au point de vue financier, le pays ne pouvant pas être régulièrement administré, ne fournira pas les moyens nécessaires au maintien du gouvernement militaire impérial dont les agents seront toujours obligés d'avoir recours à des impôts forcés, qui ne feront qu'accroître le mécontentement des populations ;

« 3<sup>o</sup> Au point de vue politique, l'opinion de la majorité du pays paraît être aujourd'hui plutôt républicaine fédéraliste qu'impérialiste, et il est permis de douter qu'un appel à la nation soit favorable au régime actuel, et que peut-être même elle n'obtempérerait pas à la convocation qui lui serait adressée.

« En résumé, il me paraît impossible que Sa Majesté puisse continuer à gouverner le pays dans des conditions normales et honorables pour sa souveraineté, sans déchoir au rang de chef d'un parti et qu'il est préférable pour sa gloire et sa sauvegarde qu'Elle en fasse la remise à la nation. »

Les ministres des finances et de la guerre dirent, à leur tour, que les promesses faites à Orizaba seraient tenues ; les hommes étaient réunis ; l'argent était prêt ; le gouvernement, assuraient-ils, avait à sa disposition huit millions de piastres et vingt-cinq mille hommes présents sous les armes ; chacun exposa en peu de mots son opinion, en déclarant : soit vouloir le maintien de l'Empire avec la lutte à outrance, soit conseiller l'abdication. La majorité des membres présents fut favorable au maintien de l'Empire ; l'archevêque de Mexico et l'évêque de San Luis s'étaient abstenus. Dès lors, les mesures les plus extrêmes furent arrêtées.

1867.  
—  
Mesures  
de rigueur  
ordonnées  
par le maréchal  
à Mexico.

Le général Marquez, qui commandait à Mexico, déploya une énergie impitoyable ; il ordonna des *levas* dans les rues mêmes de la ville ; il fit appliquer les mesures les plus rigoureuses pour la rentrée d'une contribution forcée de 600,000 piastres, emprisonner les citoyens qui refusèrent de s'y soumettre, et forcer leurs caisses. Beaucoup de personnes menacées dans leurs intérêts et dans leur sécurité personnelle vinrent réclamer la protection du maréchal. Son rôle était sans doute de s'effacer et de décliner toute intervention comme toute responsabilité dans les abus qui se commettaient. Il n'avait qu'à hâter son départ et à laisser les Mexicains se débattre entre eux. Cependant le général Marquez ayant fait arrêter une personne du nom de Pedro Garay qu'on accusait, non sans fondement, d'être un agent de Juarez, et qui avait reçu autrefois un sauf-conduit de l'autorité française, le maréchal exigea qu'il fût immédiatement mis en liberté ; il fit mander le directeur de la police à l'état-major de la place, où il le consigna jusqu'à l'élargissement de Pedro Garay. La presse de Mexico attaqua vivement la conduite du maréchal ; se fondant alors sur le droit d'un général de faire respecter, par les moyens en son pouvoir, les intérêts de l'armée sous ses ordres, il fit arrêter l'éditeur du journal *La Patria*, et prononça, de sa propre autorité, la suppression de ce journal.

Le ministre de *gubernacion* <sup>(1)</sup> protesta contre cette application du droit de la guerre : « Le gouvernement mexicain ne peut considérer le corps expéditionnaire que comme une armée amie passant en temps de paix sur le territoire de l'Empire, car l'état de guerre n'existe pas entre la France et le gouvernement impérial du Mexique. » Il

(1) Ministre de l'intérieur.

demanda que l'éditeur du journal ne fût pas soustrait à ses juges naturels.

Le maréchal répliqua durement : « qu'il n'avait point à discuter son droit, qu'il lui suffisait de le proclamer et de le faire respecter ; que, du reste, il faisait mettre en liberté le rédacteur et l'éditeur du journal pour ne pas donner le spectacle scandaleux de débats publics entre le gouvernement mexicain et le commandant en chef ; cependant, comme le gouvernement se montrait par trop tolérant envers un organe semi-officiel dont le langage et les tendances hostiles poussaient à la haine du nom français, et dont l'attitude était devenue d'une inconvenance telle que le dédain avait dû faire place à la nécessité d'une répression prompt et énergique, » il maintenait la suppression du journal *La Patria* <sup>(1)</sup>.

Quelques jours après, M. Lares, président du conseil des ministres, ayant invité le maréchal, le général Castelnau, et M. Dano, à une nouvelle conférence, le maréchal refusa de s'y rendre ; le général Castelnau se rangea au même avis, M. Dano seul y assista. La conférence n'aboutit à rien. M. Lares écrivit alors au maréchal une lettre dont voici les extraits principaux <sup>(2)</sup> :

« M. le maréchal et M. le général Castelnau déclaraient, dans la note du 7 novembre dernier, que tant que les troupes françaises seraient au Mexique, elles protégeraient, comme elles l'ont fait jusqu'ici, les autorités et les populations, l'ordre en un mot, dans les zones qu'elles occupent, mais sans entreprendre d'expéditions éloignées.

« Mais, comme dans l'attaque récente contre Texcoco, V. E. n'a

(1) Le maréchal au ministre de la guerre, 22 janvier.

(2) M. Lares au maréchal, 25 janvier. (Traduction.)

1867.  
—

Rupture  
du maréchal  
avec  
le gouvernement  
mexicain  
et l'empereur  
Maximilien.

1867.

pas jugé convenable de prêter son secours, ainsi qu'en a rendu compte le général commandant la 2<sup>e</sup> division, le gouvernement désire savoir quelle serait l'attitude des troupes françaises dans la capitale, si avant leur départ, la ville venait à y être menacée par les dissidents, que l'un de ses points fût attaqué, ou que l'ennemi cherchât à faire un coup de main.

« Le gouvernement mexicain était en droit de compter que l'armée française, conformément à la note du 31 mai, ne serait pas retirée avant l'automne 1867 ; puisque son départ paraît chose arrêtée, il désire savoir à quelle époque elle quittera Mexico. Il réclame de nouveau la remise de la citadelle, des autres points fortifiés, et du matériel de guerre.

« Il désire une solution amiable au sujet de l'incident de *La Patria* et de l'occupation des douanes de Vera-Cruz. »

Le maréchal répondit <sup>(1)</sup> que toutes ces questions avaient été déjà résolues dans les conférences antérieures, ou par la correspondance avec les ministres ; « comme la rédaction de cette lettre, ajoutait-il, laisse percer un sentiment de méfiance constamment basé sur des appréciations calomnieuses qui froissent notre loyauté, je tiens à vous exprimer qu'à l'avenir je ne veux avoir aucune relation directe avec votre ministère. »

Il écrivit en outre à l'empereur Maximilien <sup>(2)</sup> ; après avoir reproduit le premier paragraphe de la lettre de M. Lares, il continuait ainsi :

« L'inconvenance de ce langage n'échappera pas à Votre Majesté qui ne m'a jamais fait l'injure de supposer un seul instant que la loyauté de l'armée française pût être mise en suspicion.

« En signalant à Sa Majesté les procédés dont ses ministres usent envers moi, en son nom, je crois faire un dernier et suprême acte de confiance et de loyauté.

« Je crois en effet rendre encore service à l'Empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et sur les insinuations d'une faction

<sup>(1)</sup> Le maréchal à M. Lares, 27 janvier.

<sup>(2)</sup> Le maréchal à l'empereur Maximilien, 28 janvier.

1867.

qui ne réunit que peu de sympathie, et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir, ou de la confiance qu'ils ont su inspirer, pour préparer au Mexique et à votre Majesté une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruines, d'anarchie, et d'humiliations sans nombre.

« J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que, plus que jamais désireux de conserver son estime et l'amitié dont elle a bien voulu m'honorer, j'ai fait savoir à M. le président du conseil qu'en présence des termes de sa lettre précitée, je ne voulais plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec l'administration dont il est le président.

« J'ajouterai, Sire, que les chefs d'armes de M. le général Marquez sont journellement en relations avec les commandants du génie et de l'artillerie de l'armée française pour se mettre au courant de l'état des fortifications, des défenses, des approvisionnements en matériel, en armes, en munitions de la place.

« Sa Majesté m'ayant témoigné le désir de savoir à l'avance à quelle époque je quitterai Mexico, j'ai l'honneur de l'informer que mon départ avec les derniers contingents du corps expéditionnaire aura lieu dans la première quinzaine du mois de février.

« Jusqu'au dernier moment, Sire, je serai toujours prêt à me rendre aux appels que Votre Majesté voudra bien m'exprimer et toujours disposé à faire concorder mes efforts à vos désirs. »

Quelques instants après l'envoi de cette lettre, le maréchal reçut la réponse suivante du Père Fischer, secrétaire particulier de l'Empereur <sup>(1)</sup> :

« Monsieur le maréchal, Sa Majesté l'Empereur m'ordonne à l'instant de retourner à Votre Excellence la lettre ci-jointe, ne pouvant admettre que vous parliez de ses ministres dans les termes dans lesquels elle est conçue.

« A moins que Votre Excellence ne juge opportun de donner une satisfaction sur ces termes, Sa Majesté m'ordonne de faire savoir à Votre Excellence que, dans ces conditions, Elle ne veut plus, à l'avenir, avoir aucune relation directe avec Votre Excellence.

« J'ai l'honneur, etc. »

<sup>(1)</sup> 28 janvier, sept heures du soir (traduction).

1867.

Telles furent les dernières relations du maréchal et de l'empereur Maximilien.

Le maréchal, irrité par de nombreuses blessures d'amour-propre, n'avait mis aucun ménagement dans les rapports qu'il avait à conserver encore avec les ministres de l'empereur Maximilien ; l'Empereur, de son côté, avait de sérieux griefs contre les représentants de la France. Leurs procédés, à l'égard de son gouvernement, le froissaient avec juste raison. Du reste, à cette époque, il subissait l'influence d'hommes qui représentaient l'idée réactionnaire dans toute son exagération, et qui l'isolaient de plus en plus du pays. Le Père Fischer était l'agent le plus actif de cette réaction. Depuis peu de temps revenu de Rome où il était allé négocier un concordat, il avait accompagné l'Empereur à Orizaba, et combattu ses projets d'abdication. A la fin du mois de décembre, il remplaça, au cabinet de l'Empereur, le capitaine Pierron qui, dans l'état des choses, ne pouvait plus conserver cette position ; ainsi avait été rompu le dernier et fragile anneau qui facilitait encore les rapports du gouvernement mexicain et des représentants de la France.

Le maréchal activa ses préparatifs de départ ; rien ne le retenait plus à Mexico ; une dépêche de l'empereur Napoléon au général Castelnau, datée de Paris, 10 janvier, venait d'arriver. Elle était ainsi conçue :

« Ne forcez pas l'Empereur à abdiquer, mais ne retardez pas le départ des troupes.

« Rapatriez tous ceux qui ne veulent pas rester. »

Les troupes étaient échelonnées entre Mexico et la mer ; le 15 janvier au soir, le général de Castagny avait amené

1867.

le dernier échelon ; tous les postes en arrière avaient été remis aux troupes mexicaines.

Les colonnes françaises s'étaient aussitôt acheminées vers le port d'embarquement ; le maréchal n'avait gardé avec lui qu'une forte arrière-garde.

Le matériel encombrant dont la valeur n'aurait pas été en rapport avec les frais de transport, les chevaux et les harnachements furent, conformément aux ordres du ministre, vendus aux enchères à Mexico, à Puebla, à Orizaba, à Paso del Macho ; on n'en retira qu'une somme insignifiante. La plupart des chevaux allèrent remonter les guérillas républicaines. On en transporta quelques-uns dans les colonies françaises des Antilles.

Les projectiles qu'on ne pouvait emporter et que d'ailleurs l'artillerie mexicaine n'aurait pu utiliser, furent brisés et d'importantes quantités de poudres noyées dans les fossés de la citadelle. Des ordres furent donnés pour qu'on en fit de même à Orizaba et à Puebla (1). Il est difficile d'expliquer d'une manière satisfaisante les motifs de cette destruction pénible ; on se demande quelle raison pouvait en empêcher la cession à titre gracieux aux arsenaux mexicains, puisque le gouvernement de l'empereur Maximilien était trop pauvre pour les payer. Enfin, sous prétexte d'en faire régulièrement la remise, et, dit le maréchal, pour les soustraire à un coup de main possible de l'ennemi, les pièces de campagne d'artillerie mexicaine furent enlevées des remparts et enfermées dans la citadelle, dont la garnison française conserva la garde jusqu'à la dernière heure. Cependant Mexico restait encore largement approvisionné ; on laissait 500,000 cartouches,

(1) Le maréchal au ministre, 2 mars.